
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXIX.

Du Vendredi 25 Décembre 1789.

APRÈS la lecture des procès-verbaux, on a fait mention de plusieurs adresses dont voici les principales ; les communautés de Bourret, Léonac, Galembrun, Pelleport, Burgant & Auquinvill, se soumettent à toutes les impositions que les besoins de l'état exigeront, & prient l'assemblée de rendre un décret en interprétation de ceux du mois d'août, pour déclarer si les banalités quelconques & droits de feux, font partie des droits féodaux sans indemnité ; les habitans de Léonac, après un discours de leur curé, ont fait le serment solennel, dans leur église, d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, & de maintenir la nouvelle constitution & les loix nationales.

Adresse des gardes nationales de quatre-vingt-sept communautés du Dauphiné, de la Provence & du Vivarais, qui, autorisées par leurs municipalités, se sont réunies au nombre de six mille hommes sous les murs de la ville de Montélimar : là, elles ont formé un acte fédératif, par lequel, voulant assurer la libre circulation des grains, & voulant prouver aux ennemis du bien public, qu'il ne leur reste aucune ressource pour diviser des citoyens unis par la confiance à l'assemblée nationale, ont prêté ce serment solennel : Nous, Français, jurons à Dieu & à la patrie de veiller jusqu'à la mort à l'exécution des décrets de l'assemblée nationale, & de lui porter à cet effet tous les secours nécessaires. Après ce serment, les officiers de tous les détachemens

Tome V.

T

s'étant réunis dans l'église des Récollets de Montélimart ; ont procédé à la nomination de douze commissaires de la fédération.

Adresse des habitans de Bélème en Perche , portant plainte contre l'intendant de la province & le subdélégué de cette ville.

La communauté de Bouchau en Bourbonnais demande qu'on arrête le paiement des pensions & autres bienfaits de l'état , & qu'on sequestre les revenus des bénéfices de ceux qui se sont expatriés sans cause légitime.

Les habitans de Laudes en Bourbonnois , qui demandent que chaque paroisse de la campagne jouisse d'une municipalité, trouveront une réponse favorable dans un des décrets rendus par l'assemblée.

La ville de Masseveaux se réunit à treize communautés, pour se récrier contre l'imputation qui leur a été faite de tenir à l'ancienne administration ; ils adhèrent à tous les décrets.

La communauté de Dailhe-court, en Bassigni , quoique écrasée par la grêle, donne , pour sa contribution patriotique le montant des impositions des ci-devant privilégiés , pour les six derniers mois de l'année.

Celle de Bégolle , en Bigorre , se réunit à plusieurs communautés voisines , pour adhérer à tous les décrets ; elle desiré la conservation de la dîme , ne pouvant la remplacer par un impôt en argent , à cause des fréquentes années de grêle : ces habitans réclament en faveur des fils de famille exclus de l'égibilité par le décret du marc d'argent , qui sera sans doute bientôt effacé de la constitution , comme la seule tache qui la dépare aux yeux des publicistes & des philosophes. On doit sans doute le plus grand respect à tous les décrets ; mais on peut , sans y manquer , faire des vœux pour qu'une mauvaise loi disparaisse , & qu'une idée fiscale ne fournisse pas le prétexte de calomnier la plus belle constitution de l'univers.

La communauté des notaires de Grenoble , quoique épu-

fée par ses propres dettes, & par les malheurs des temps, a délibéré de payer sans délai 700 l. pour le centième denier de ses offices, de faire un don patriotique de cinq cents livres, & une aumône de mille livres aux malheureux de cette ville.

Le bailliage royal de Châteauroux offre de rendre la justice gratuitement.

Après avoir détruit la distinction des ordres, les chapitres nobles doivent disparaître ; les officiers municipaux & habitans du Ban de Ramonchamp, en Lorraine, font les réclamations les plus fortes contre la délibération de la commune de Rémiremont, qui demandoit la conservation de son chapitre noble.

La ville de la Grasse, en Languedoc, a fait un don patriotique en argenterie ; mais parmi ceux qui ont été annoncés, on a distingué celui de M. Daignan, médecin ordinaire du roi, connu par plusieurs ouvrages de médecine relatifs aux mœurs, à l'ordre public, à la gymnastique des enfans, & sur-tout aux hôpitaux. Le don qu'il fait consiste en deux bijoux d'or enrichis de diamans, qui renferment un *Thermomètre de santé* ; cette machine ingénieuse semble mériter les regards des gens de l'art & des curieux.

M. le président a annoncé que M. le garde-des-sceaux venoit de lui envoyer une proclamation scellée sur la constitution des municipalités & sur l'instruction qui l'accompagne ; il va être de plus expédié des lettres-patentes pour leur envoi aux tribunaux & corps administratifs.

Le même ministre a envoyé aussi un mémoire concernant le prévôt général de Provence, d'où il doit résulter, dit-on, que ce prévôt n'a manqué à aucun de ses devoirs de citoyen ni de juge. Ce mémoire a été renvoyé au comité des rapports.

On a long-temps discuté sur l'ordre du jour. M. de Mirabeau vouloit qu'on ne troublât pas l'économie des travaux de l'assemblée par la concurrence des travaux dans les comités.

Cette proposition a été ajournée jusqu'à ce que le travail des départemens fût achevé.

M. de Foucaud desiroit que l'assemblée indiquât le terme de ses travaux, pour répondre à la demande de ses commentans.

Cette question n'a point eu de suite,

On a passé à la lecture d'une lettre écrite par les comédiens français au président de l'assemblée ; elle venoit à propos , puisqu'on alloit continuer la délibération sur leur admission aux fonctions & places de la société.

Voici cette lettre.

MONSEIGNEUR,

« Les comédiens français ordinaires du roi, occupant le théâtre de la nation, organes & dépositaires des chefs-d'œuvres dramatiques, qui sont l'ornement & l'honneur de la scène française, osent vous supplier de vouloir bien calmer leur inquiétude : instruits par la voix publique qu'il a été élevé, dans quelques opinions prononcées dans l'assemblée nationale, des doutes sur la légitimité de leur état, ils vous supplient, Monseigneur, de vouloir bien les instruire, si l'assemblée a décrété quelque chose sur cet objet, & si elle a déclaré leur état incompatible avec l'admission aux emplois, où les droits de citoyen, des hommes honnêtes, peuvent braver un préjugé que la loi désavoue ; mais personne ne peut braver un décret, ni même le silence de l'assemblée sur son état.

« Les comédiens français, dont vous avez daigné agréer l'hommage & le don patriotique, vous réitérent, Monseigneur, & à l'anguste assemblée, le vœu le plus formel de n'employer jamais leurs talens que d'une manière digne de citoyens français, & s'estimeroient heureux, si la législation, réformant les abus qui peuvent s'être glissés sur

le théâtre , daignoient saisir d'un instrument d'influence sur les mœurs & sur l'opinion publique.

» Nous sommes, avec un profond respect, Monseigneur, vos très-humbles, &c. les comédiens français ordinaires du roi.

DAZINCOURT, *Secrétaire.*

Quelques membres ayant demandé que cette lettre fût insérée dans le procès-verbal : il a paru que la majorité n'étoit pas de cette opinion, mais la discussion a été continuée sur cet objet. M. de Liancourt a dit : « Les comédiens sont comme tous les autres citoyens ; point de loix civiles contr'eux ; il faut donc leur faire connoître qu'il n'a été rien décrété contr'eux par l'assemblée. Quant aux Juifs, ce n'est pas l'ordre du jour d'en parler ; mais il ne faut laisser aucun doute sur la légitimité des droits des protestans, semblables aux autres citoyens. Je suis chargé par mes commettans de réclamer en leur faveur. »

Nous ne devons pas priver le public de ce que M. de Clerment-Tonnerre a dit pour la même cause. Il a défendu d'abord les citoyens sous le rapport des cultes & des professions.

« Les professions & les cultes, a-t-il dit, ne peuvent jamais devenir des motifs d'inégitimité. Je commence par les professions ; elles sont nuisibles ou elles ne le sont pas ; si elles sont nuisibles, elles sont un délit habituel, & la loi ne peut pas les souffrir ; si elles ne sont pas nuisibles, la loi ne peut pas les frapper de proscription, & si le préjugé a rendu nécessaire le prononcé de la loi, il faut qu'elle prononce selon la justice.

» Des professions peuvent, il est vrai, par des circonstances accessoires, avoir armé l'opinion contre ceux qui les exercent ; que doit alors faire le législateur ? il doit les ramener à leur véritable but ; il doit corriger les abus ; il ne doit pas arracher l'arbre qu'il est possible de redresser ou de greffer. Je viens à l'application de ces principes : les professions que les adversaires de mon opinion prétèn-

dent frapper d'infamie , se réduisent à deux , l'exécuteur des arrêts criminels , & les acteurs qui occupent nos divers théâtres. Je rougis de rapprocher les enfans des arts & l'instrument des loix pénales ; mais les loix pénales existant , leur exécution est nécessaire. Il est de l'humanité , peut être de la politique d'une saine législation , de trouver des moyens d'exécution qui ne répandent pas sur l'agent du pouvoir judiciaire , sur l'homme de la loi , une infamie que la loi désapprouve. »

Quant aux comédiens , je ne vous dirai pas , Messieurs , ce qu'ils ont été & ce qu'ils pourront être. Plusieurs causes ont influé sur l'opinion qui les attaque , la licence de leurs mœurs ; & n'oublions pas , Messieurs , qu'un gouvernement qui n'a jamais eu d'autre but que de faire obéir , à dû souvent prendre les moyens de corrompre , & que les spectacles par leur influence , & sur les mœurs & sur les opinions , ont été dirigés vers ce but par la police , l'une des branches les plus corrompues de l'ancienne administration , & à l'influence de laquelle ils ont toujours été livrés.

Mais je crois qu'un législateur sage , & qui voudra établir la constitution sur la réforme des mœurs publiques , peut faire disparoître ou diminuer ces inconvéniens ; je crois que le souvenir des vertus de nos ancêtres , que la représentation des dangers des passions humaines , que la propagation des vérités utiles , soit à la morale privée , soit à la morale publique , peuvent dans un bon ordre de choses , nous être présentées par des citoyens honnêtes. Je pense enfin dans tous les cas , il est inconséquent & barbare que la loi dise à des hommes : vous occupez le théâtre de la nation , & je vous déclare infames : il n'y a sur cette matière qu'un principe à suivre ; abolissez les spectacles qui font la honte & la perte des mœurs & de l'honnêteté publique , ou cessez de flétrir les hommes qui exerceront leurs talens sur des théâtres devenus utiles. Dans tous les cas , il faut ou les proscrire ou les soustraire à l'infamie. Rien

d'infame ne doit subsister sans le sceau de la loi , & rien de ce que la loi permet n'est infame ». (1).

M. de Clermont-Tonnerre , passant à l'article du culte , n'invoquoit que la déclaration des droits.

» Il n'y a pas de milieu possible, disoit-il ; ou admettez une religion nationale, soumettez-lui toutes vos loix ; armez-la du glaive temporel ; écarter de votre société les hommes qui professent un autre culte. Et alors effacez l'article de votre déclaration des droits, ou bien permettez à chacun d'avoir son opinion religieuse , & n'excluez pas des fonctions publiques ceux qui usent de cette permission. Voilà la justice, voilà la raison ; consultez encore la politique ; elle vous dira , attachez les hommes à la loi ; il faut donc détacher de la loi ce qui divise les hommes sans utilité sociale. Elle vous dira , prévenez l'esprit de corps ; & si vous comprimez les consciences, certes, les opprimés feront corps , & leur esprit se fortifiera ; enfin, la politique vous dira , éteignez les haines. La haine est l'état naturel de l'oppressé & de l'opprimé.

Enfin, Messieurs, faites contribuer tous les cultes au maintien de la loi ; vous y parviendrez, quand chaque prêtre, livré sans crainte à ses fonctions saintes, dégagé de toute jalousie & de toute haine temporelle qu'il ne pourra plus ni exercer ni satisfaire, n'aura de moyens de prosétisme que sa vertu, la sainteté de ses mœurs & la force de sa doctrine ; c'est avec ces armes sacrées que le christianisme a conquis toute la terre ; ce sont les arguments que je vous présente, qu'opposoient à l'intolérance.

(1) M. l'abbé Mauri n'oppose qu'une raison à cet article ; il a dit que la loi soustroioit les comédiens à l'autorité paternelle , ce qui étoit une cause d'infamie ; cela n'est vrai d'aucune loi : il est vrai que les ministres de Paris ont offert dans les chœurs de l'Opéra un asyle au libertinage que poursuivoit l'autorité paternelle ; mais c'est un abus & non une loi ; je ne connois que les hommes enrôlés par un enrôlement volontaire ou par un engagement monastique qui aient été jusqu'à présent soustraits légalement à l'autorité paternelle.

payenne les Tertulliens, les Justins & les Origènes : tout culte n'a qu'une preuve à faire à l'égard du corps social ; il n'a qu'un examen à subir, c'est l'examen de sa morale. »

La motion de M. Duport, à laquelle la priorité a été refusée dans une précédente séance, étoit conçue ainsi :

« Il ne pourra être opposé à aucun Français, soit pour devenir citoyen actif, soit pour l'éligibilité à aucune fonction publique, d'autres motifs d'exclusion que ceux qui ont déjà été prononcés par l'assemblée nationale, abrogeant toutes loix & réglemens à ce contraires. »

M. de Broglie en a proposé une autre plus analogue à l'esprit de l'assemblée. La voici :

« Ajournez la délibération sur le droit de cité réclamé en faveur des juifs, & au surplus décréter qu'il ne pourra être exigé aucune autre condition d'éligibilité, ni admis aucun autre motif d'exclusion, que ceux qui ont été déterminés par la constitution, dérogeant à tout règlement & ordonnances à ce contraires. »

MM. Reubell, Target, d'Estournel & Chasset insistoient également pour que la question des juifs fût ajournée & l'autre décidée.

M. de la Galissonnière vouloit qu'on mit le mot *chrétien* avant celui de *non-catholique* ; mais cette expression qui renfermoit une exclusion vague & dangereuse, n'a pas été adoptée, & M. l'abbé Mauri, qui déjà avoit tant fait la guerre aux juifs & aux comédiens, est rentré en lice. « La discussion, a-t-il dit, n'a servi qu'à compliquer la question. Hier il ne s'agissoit que de l'admission aux places de l'administration, & non aux emplois publics.

Les Juifs sont des hommes qui réclament votre protection ; ils demandent un état civil ; si vous voulez le leur refuser, il ne faut pas les laisser plus long-temps dans l'espérance ; dans le cas contraire, il faut poser ainsi la question. — Les Juifs auront-ils en France le droit de citoyen ? — Quant aux comédiens, je témoigne ma surprise de ce que l'on reçoit des lettres par lesquelles ils deman-

dent si nous avons rendu un décret pour ou contre eux.

Ici le président a observé que l'assemblée avoit plus fait encore, puisqu'elle avoit reçu les comédiens & leur don patriotique à la barre ; qu'elle leur avoit donné séance, & que M. de Clermont-Tonnerre, alors président, leur avoit répondu, & que sa réponse étoit dans le procès-verbal.

M. l'abbé Mauri a repris ainsi : « Tout homme a le droit d'être entendu quand il veut être utile à la patrie, ou qu'il a une demande à former ; mais je demande s'ils ont le droit d'établir une correspondance ouverte avec M. le président. — *Je rappelle à l'ordre M. l'abbé Mauri, a dit M. le président* ; aussi-tôt une grande partie de l'assemblée a applaudi, & M. l'abbé Mauri a cru devoir applaudir aussi. Cependant quelques membres dans une autre partie de la salle, ont réclamé de cet appel à l'ordre, & un noble a demandé si M. le président avoit dû se conduire ainsi. Le président a répondu que le mot correspondance employé par M. l'abbé Mauri, annonçoit des lettres écrites & répondues, & qu'il n'avoit reçu que celle qu'on venoit de lire.

Les galeries ont applaudi, malgré les réclamations de M. Bouchotte ; mais comment arrêter cet assentiment universel qui porte des spectateurs libres & éclairés à applaudir aux actes de justice ? L'impétuosité françoise surmonte les convenances réglementaires ; & ce n'est pas quand on fonde la liberté qu'on peut rendre purement passives les galeries de la salle où se tient l'assemblée nationale.

M. l'abbé Mauri a repris encore : « Nos séances sont publiques, a-t-il dit ; demain vingt journalistes en rendront peut-être un compte infidèle : eh bien ! je n'ai point à me rétracter, mais à expliquer ce que j'ai dit. Je ne me suis pas plaint de ce que les comédiens avoient écrit à M. le président ; j'ai seulement observé qu'ils pouvoient se passer de lui écrire, pour savoir s'il y avoit un décret pour ou contre eux ; c'est sur cette ignorance affectée de leur part que portent mes réflexions ».

Toutes ces explications ne se faisoient pas sans beaucoup de tumulte ; mais le président est parvenu à l'appaiser , en observant que M. l'abbé Mauri avoit dit que les comédiens tenoient une conférence ouverte avec lui , mais qu'il desiroit que l'affaire en demeurât là , & qu'on passât à l'ordre du jour.

« S'il étoit un moyen ingénieux dans une cause que je défendrois , mais qui dût être présentée sous des expressions défavorables , je négligerois ce moyen , a dit M. de Clermont-Tonnerre ; mais quand on recueille dans une partie de la salle ces expressions odieuses , pour jeter du décri sur une chose juste , il ne faut pas les laisser sans réponse.

M. de Broglie a proposé un amendement qui réfute M. l'abbé Mauri. On ne peut décider , *comme de rencontre* , une question aussi importante que celle des Juifs ; il faut donc mettre aux voix la motion de M. de Broglie , comme *motion* ou comme amendement ».

M. Barnave a soutenu la même opinion ; il trouvoit aussi prudent , sous tous les rapports , de ne pas juger encore la question des Juifs , qu'impolitique & injuste de ne pas la décider en faveur des protestans. « Il est nécessaire , disoit-il , de dire qu'on ne pourra alléguer d'autres causes d'exclusion contre les citoyens , que celles qui résultent de nos décrets. Il faut exprimer positivement l'admission des non-catholiques ; il ne faut rien d'ambigu dans les loix : les élections sont ordinairement des sujets de division entre les citoyens ; les exclusions sont les armes dont ils se servent entre eux ; il faut donc admettre la motion de M. de Broglie ».

M. l'évêque de Clermont ne le pensoit pas ainsi ; il vouloit qu'on ne s'occupât que de la motion de M. Languet , encore même le restreignoit-il au premier article , qui ne roule que sur l'éligibilité des protestans dans les assemblées municipales. Le second article lui paroissoit avoir été ajouté depuis (ce qui est une erreur) , & il en demandoit l'ajournement jusqu'à ce qu'on s'occupât du pouvoir judiciaire.

M. de Beaumés est un de ceux qui ont parlé dans cette cause intéressante avec le plus de sagesse & de force, & l'orateur n'a rien fait perdre à l'homme de loi.

En s'élevant à la hauteur des grands législateurs, il n'a vu la religion & le culte que sous les rapports des loix civiles & de la tolérance nécessaire dans cette matière, laissant à l'être suprême le soin de les juger; il écartoit ainsi l'amendement du mot *chrétien* proposé par M. de la Galissonnière, en adoptant l'expression de *non-catholique*, consacrée depuis des siècles par la législation française, & qui comprend toutes les religions. Quant aux juifs, M. de Beaumés croyoit qu'ils étoient exclus par la loi du royaume d'être propriétaires fonciers; cependant le sieur Calmer fut habilité à acquérir la terre de Pequigni, qui donna lieu à un fameux arrêt du parlement de Paris, à raison du patronage.

M. de Beaumés proposoit quant aux juifs, de déclarer qu'il ne seroit encore rien innové sur leur état; mais quand il a défendu la cause des comédiens que les décrets ecclésiastiques ont frappé, il a rappelé ce beau trait de Rousseau dans sa lettre à M. Dalember: « Pourquoi vous faut-il des spectacles, n'avez-vous pas des femmes & des enfans? »

L'orateur, en citant ce morceau, avouoit qu'il étoit inapplicable à une grande monarchie, mais qu'un peuple régénérateur devoit tout régénérer, même ses théâtres, ainsi que l'opinion publique sur les hommes qui les occupent.

M. Marnezia a vainement rappelé l'autorité du philosophe Genèveois; M. de Mirabeau a fait sentir combien cette doctrine, salutaire pour Genève, convenoit peu à un vaste empire, déjà accoutumé aux spectacles, & il a cité l'article IV de l'ordonnance d'Orléans en faveur des comédiens.

M. l'abbé de Montesquieu a voulu parler, quoique la discussion fût depuis long-temps épuisée; cependant elle a été fermée, & l'on est allé aux voix, sur les amendemens,

malgré le tumulte qui s'est élevé sur la manière de les poser.

On a déclaré n'y avoir lieu à délibérer sur l'amendement de M. de la Galissonnière concernant le mot chrétien.

Quand il s'est agi de l'ajournement demandé pour les juifs, M. de Montlausier proposoit de dire, *sans entendre rien innover, ni pour les juifs, ni pour les comédiens.*

On est allé aux voix, quelques membres vouloient faire regarder l'épreuve douteuse, mais la minorité en est convenue elle-même, & l'on est allé aux voix sur la motion principale, il en a résulté le décret suivant.

« L'assemblée nationale décrète, 1°. que les non-catholiques qui auront rempli toutes les conditions prescrites dans les précédens décrets, pour être électeurs ou éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception.

» 2°. Les non-catholiques sont capables de tous les emplois civils & militaires comme tous les autres citoyens.

» Sans entendre rien innover relativement aux juifs sur l'état desquels l'assemblée se réserve de prononcer.

» Au surplus, il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels.

» Arrêté que le président se retirera pardevant le roi pour présenter le présent décret à son acceptation. »

Ainsi cette opération, malheureusement trop célèbre de notre ancien gouvernement, vient de disparaître, & l'assemblée nationale a effacé, par un seul de ses décrets, un siècle de honte que le fanatisme & la superstition avoient imprimé sur la législation française.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe,